

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Bien, monsieur le Président, nous avions tous une occasion de dire oui au Québec avec l'Accord du lac Meech.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Et je félicite la députée de Hamilton—Est de son appui à cet accord. Malheureusement, certains autres ont refusé de le faire et alors on se retrouve maintenant dans une situation où on est obligés de reconstruire les ponts entre le Québec et le Canada. Voilà que le gouvernement a pris un engagement, comme le ministre vient de le mentionner, à l'effet que le Parlement sera appelé à légiférer, au mois de mai 1991, pour permettre aux Canadiens et aux Canadiennes de participer davantage à la réforme constitutionnelle. Nous allons respecter intégralement cet engagement.

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Monsieur le Président, j'ai peut-être plus confiance à la démocratie que le premier ministre, parce que moi j'ai confiance que, si l'on donne la chance aux Canadiens et Canadiennes hors Québec, ils vont massivement voter en faveur du Québec, lors d'un référendum.

Alors, je pose ma deuxième question au ministre responsable du dossier constitutionnel.

[Traduction]

Contrairement au premier ministre, je ne crains pas la démocratie, et j'estime que les Canadiens devraient avoir voix au chapitre. Je veux donner aux Canadiens une occasion de dire oui au Québec. Des milliers d'entre eux sont prêts à le faire. De quoi avez-vous peur, monsieur le premier ministre?

M. le Président: Le député de Gatineau—La Lièvre a la parole. La députée enfrenait le Règlement.

Mme Copps: Qu'y a-t-il de si difficile?

M. le Président: Le député de Gatineau—La Lièvre a la parole.

Une voix: Ne te lève pas, Mark. Ne te lève pas.

M. le Président: Le député de The Battlefords—Meadow Lake a la parole.

Des voix: Oh, oh!

* * *

L'AGRICULTURE

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, une très importante coalition d'agriculteurs et de dirigeants d'associations agricoles sont encore à Ottawa, afin de souligner un grave problème socio-économique auquel les agriculteurs et les Ca-

nadiens des régions rurales sont confrontés. Les membres de cette coalition ont signalé qu'ils respectaient leurs engagements financiers, mais que le gouvernement fédéral, qui leur a promis une aide adéquate dans le cadre de la troisième ligne de défense, n'a pas encore respecté cette promesse. Étant donné que le gouvernement fédéral a forcé les provinces à contribuer plus qu'elles ne le pouvaient au RARB et au CSRN, le ministre ne croit-il pas qu'il est temps pour le gouvernement de prendre ses responsabilités en versant dans le cadre de la troisième ligne de défense une aide suffisante et acceptable de 1,3 milliard de dollars comme le réclame la coalition?

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, si le député parle de prendre ses responsabilités, je tiens à lui signaler que les agriculteurs n'ont jamais reçu une aide aussi généreuse de la part d'un gouvernement dans le passé. Je le répète, peu importe les montants, ce ne sera jamais assez. Manifestement, les provinces ont également une certaine responsabilité en l'occurrence.

• (1440)

Une partie de la somme de 640 millions de dollars qui a été versée au printemps dernier était destinée à ce qu'on appelle la deuxième ligne de défense, et nous aurions pu garder cet argent et le consacrer à la troisième ligne de défense.

Permettez-moi de vous donner les pourcentages. Au cours de la dernière année financière, 83,2 p. 100 de toute l'aide apportée directement par tous les niveaux de gouvernement aux producteurs en Saskatchewan, venait du gouvernement fédéral.

J'espère que le député demande également à son nouveau premier ministre provincial de faire sa part.

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, voici ma question supplémentaire. Il s'agit d'une question urgente sur laquelle le gouvernement fédéral doit se pencher immédiatement à ce stade-ci. Les producteurs s'attendent à ce que leur gouvernement leur vienne en aide en période de vaches maigres.

Étant donné que les ministres ont trouvé 800 millions de dollars qu'ils disaient ne pas avoir auparavant et que les représentants des agriculteurs présents à Ottawa aujourd'hui jugent ce montant insuffisant, n'est-il pas temps qu'on s'attaque à cette question urgente en prenant des mesures qui s'imposent selon la coalition des agriculteurs, afin que les gens puissent exploiter leurs terres avec confiance plutôt qu'avec crainte.